

## Quels financements pour la transition énergétique ?

Séminaire du Conseil Français de l'Énergie

**Vendredi 13 janvier 2016, 9h -13h30**

Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale  
4 place Saint Germain des Prés – 75006 PARIS

Il y a désormais un quasi consensus sur les objectifs de la transition énergétique (efficacité énergétique et décarbonisation) et les points de vue se rapprochent sur les moyens d'atteindre ces objectifs (outils économiques, réglementation, etc.). La vraie difficulté de la transition énergétique dans les pays développés et émergents est de réorienter les investissements en fourniture énergétique et en infrastructures (bâtiments, transports, etc.) vers des systèmes bas carbone plus sobres. Ces technologies sont très capitalistiques, ce qui implique des mises de fonds en capitaux importants et à temps de retour longs. Par ailleurs, les investissements concernent à la fois l'offre et la demande d'énergie et relèvent donc peut-être de mécanismes différents.

La contrainte de rentabilité qui s'en suit pourrait certes être allégée par l'existence d'une tarification du carbone robuste, mais ce ne sera pas jamais tout à fait le cas avec les marchés de permis carbone existants ou à créer comme le montrent les expériences californienne et de l'UE. D'ailleurs quand bien même un prix crédible du carbone parvient à être mis en place, une contrainte de rentabilité conséquente demeurera du fait des risques très particuliers d'investissement dans les marchés énergétiques et électriques. Enfin, les temps de retour associés à ces investissements sont, pour la plupart, très supérieurs à ce qui est acceptable par les différents agents économiques, notamment les ménages et les entreprises.

Un effort d'alignement des politiques et des réglementations existant dans chaque secteur sur l'objectif climatique (par exemple les contrats de long terme permettant le partage de risques dans le secteur électrique, des plans d'urbanisme innovants pour les infrastructures, des normes d'efficacité énergétique pour la rénovation thermique) est déjà nécessaire pour attirer les financements vers les investissements bas carbone dans l'énergie, les bâtiments et les infrastructures de transport. En parallèle le surcroît de valeur sociale et économique des équipements et des infrastructures bas carbone qui commence à être reconnu par la communauté financière doit commencer à trouver une traduction financière. Des modes innovants de financement commencent à se développer de la propre initiative des acteurs de la finance, ou par l'action des gouvernements les plus engagés dans les accords internationaux.

Pour débattre de la question des financements de la transition énergétique bas carbone en France et dans le monde, le séminaire abordera d'abord les questions au plan sectoriel, avant de traiter du mouvement d'innovations en matière de financement, notamment :

- l'amélioration de l'organisation et la réglementation des industries et marchés énergétiques pour limiter les risques d'investissement dans les technologies bas carbone
- la mobilisation de financements publics pour jouer de leur effet de levier sur des financements privés,
- le « verdissement » de la finance appuyé sur la prise en compte croissante par la communauté financière, des risques de dévalorisation des actifs « carbonés »,
- la mise en place au plan international des mécanismes favorisant les flux financiers vers les pays émergents et en développement, dont certains s'appuieront sur des dispositifs de garanties gouvernementales de la valeur-carbone des projets.

## Programme

(les titres des interventions sont provisoires)

---

### 09:00-09:15 **Ouverture et introduction**

- ▶ **Jean Eudes MONCOMBLE, Conseil Français de l'Énergie**
- ▶ **Dominique FINON, CNRS-CIRED**

### 09:15-10:35 **Session 1 : Faciliter le financement de la transition dans le logement, les transports et le secteur électrique**

- ▶ **Philippe PELLETIER, LPA-CGR avocats** - Innover dans les modes d'action pour la rénovation thermique et son financement
- ▶ **Gautier CHATELUS, Caisse des Dépôts et Consignations** - Innover dans le financement des projets de mobilité durable urbaine et interurbaine
- ▶ **Fabien ROQUES, Université Paris Dauphine** - Comment financer la décarbonisation dans les secteurs électriques libéralisés?

10:35–10:50 *Pause, café*

### 10:50-12:10 **Session 2 : Ouvrir les voies nationales et internationales des financements publics et privés**

- ▶ **Benoît LEGUET, I4CE** - D'où peuvent venir les ressources financières de la décarbonisation ?
- ▶ **Michel AGLIETTA, CEPII (à confirmer)** - Quelles possibilités de mécanisme financier innovant basé sur des garanties gouvernementales sur la valeur du carbone ?
- ▶ **Hervé GUEZ, Natixis-Mirova** - Les incitations au développement de la finance verte comme réponse aux risques financiers « climatiques »

### 12:10-13:30 **Table ronde**

- ▶ **Alain GRANDJEAN, Carbone 4**
- ▶ **Laurent CLERC, Banque de France**
- ▶ **Dominique PLIHON, Université Paris 13**